

De Rugby à genoux devant la pétition des bobos écolos méprise les gilets jaunes

écrit par Christine Tasin | 26 décembre 2018



Une pétition fait parler d'elle, elle a réuni en moins d'une semaine 1,7 million de signatures.

Les auteurs de la pétition attaquent carrément l'Etat en justice pour non respect des engagements pris à la COP21 (chacun voit ce qui va se passer pour les engagements "non contraignants" pris à Marrakech par Macron. Une raison de plus de lutter pour faire déguerpir l'usurpateur.

Les recours contre l'Etat, présentés par la Présidente de Notre affaire à tous. Intéressant.

Modifier notre constitution, faire des dérèglements climatiques un crime contre l'humanité. Vont rigoler les Chinois et les Hindous. Nous on ne va plus pouvoir lever une oreille, toutes nos entreprises vont mettre la clé sous la porte et eux vont pouvoir continuer à produire, polluer, se développer... pendant que nos petits jeunes et nos petits vieux iront mendier.

Peux-tu nous en dire plus sur ces 5 points transmis au gouvernement ?

Le premier engagement demandé est celui de mettre le climat et l'obligation de le protéger dans la constitution. C'est un préalable pour permettre au législateur de légiférer ! Nous voulons également que le droit français reconnaisse les dérèglements climatiques comme écocides. Cela signifie en faire un crime contre l'humanité et que la France aille porter cette proposition auprès de la CPI. Notre troisième demande est que les citoyens puissent aller défendre le climat en justice. Comme nous essaierons de le faire avec le recours. Cette demande est moins simple, elle nécessitera de changer une série de mesure dans plusieurs droits distincts, civil, administratif, etc.

Quatrièmement, nous demandons au gouvernement de réduire vraiment les émissions de GES. Pas uniquement sur le territoire mais en considérant l'impact global qui tient compte également des importations. C'est le devoir de la France de lutter aussi là-dessus et cela nécessitera une stratégie contraignante. Enfin, le dernier défi est celui de la régulation de l'activité des multinationales au travers des outils fiscaux, légaux et réglementaires. Il faut que ce soit une obligation de l'état et que cela soit astreint à des amendes pour celles qui n'auraient pas de stratégie de réduction. Aujourd'hui, la France n'agit pas au maximum de ses capacités. On le voit avec l'investissement de l'état qui continue dans les énergies fossiles !

<http://www.placetob.org/2017/12/05/affaire-a-interview-de-marie-toussaint/>

Les auteurs de la pétition ? *Notre Affaire à Tous, la Fondation pour la Nature et l'Homme, Greenpeace France et Oxfam France.* Des associations qui, pour certaines, en sus de militer pour l'écologie, militent, étrangement, pour la libre circulation des personnes et pour l'islamisation de notre société. Cherchez l'erreur.

Greenpeace et MSF s'associent pour porter secours aux clandestins.

<https://www.greenpeace.fr/greenpeace-et-msf-sassocient-pour-porter-secours-aux-refugies/>

Le contenu de la pétition ?

<https://laffairedusiecle.net>

On y trouve tous les mensonges de l'imposture écologique mélangés à des dénonciations justes. Oui, il faut se battre contre les pesticides et la mal bouffe (avec quel argent si on fait disparaître nos industries et nos usines ?) mais la lutte contre le CO2 est non seulement une arnaque mais en sus dangereuse.

<http://resistancerepublicaine.com/2018/12/14/le-gaz-carbonique-pour-les-nuls-le-dioxyde-de-carbone-est-un-innocent/>

On notera au passage qu'il s'agit d'abandonner et le charbon et le pétrole, mais aussi... le nucléaire !

On retourne à l'âge de pierre ?

Quant au pot pourri qui mélange les revendications politiques (garantir à tous le minimum pour se nourrir) et la nécessité d'une alimentation saine, sans un mot contre les traités comme le CETA qui permet au Canada d'exporter chez nous le boeuf aux hormones et les céréales OGM..."*Il doit prendre les mesures politiques qui s'imposent, tout en garantissant la justice sociale. Il doit réduire notre dépendance au pétrole et nous fournir des alternatives en matière de transport. Il doit investir dans la rénovation des logements et promouvoir l'usage des énergies renouvelables, en abandonnant le recours aux énergies fossiles et nucléaire. Il doit instaurer l'accès de tous à une alimentation suffisante, saine et de qualité, garantir un revenu décent pour les agriculteurs et lutter contre la déforestation. Il doit aussi mettre en place les dispositifs indispensables à l'adaptation de nos territoires et à la protection de nos côtes. "*

Que dire ?

Eh bien, face à cela, De Rugy est tout ému de voir ces défenseurs de la planète et il acquiesce, oui, ils ont raison... mais zut les Gilets Jaunes viennent perturber les choses,

leurs revendications étant pour partie antagonistes avec celles des bobos écolos (tu m'étonnes !). au final, le gouvernement réfléchit pour savoir comment faire passer la pilule aux Gilets Jaunes, sans renoncer à leurs projets stupides et démentiels de mettre au rebut nos voitures diesel et nos chaudières à fuel...

Extraits :

"J'ai été agréablement surpris. Je suis heureux que les citoyens s'expriment pour lutter contre le dérèglement climatique. Il faut faire entendre la voix du climat."

"Une pétition pour le climat, oui je signe. [Une pétition pour attaquer l'État](#), non. D'ailleurs, il s'agit plus d'un levier d'action politique que d'un réel recours en justice. Les ONG sont dans leur rôle d'aiguillon de l'opinion... Mais ce n'est pas dans un tribunal qu'on va faire baisser les émissions de gaz à effet de serre. Ce n'est pas à des juges de forcer le gouvernement à prendre une loi, ce n'est pas le sens de nos institutions."

"Mon hypothèse est que le succès de cette pétition pour le climat est peut-être aussi une réplique aux mouvements des Gilets jaunes qui parlent parfois de l'écologie comme d'un problème."

"Justement, avec un tel raz de marée écolo au moment de la crise des Gilets jaunes, assiste-t-on à une fracture entre deux France ?"

"Je ne le souhaite pas. De fait, tout le monde n'a pas le même point de vue. Il me semble que le rôle des politiques est justement de trouver le bon équilibre, de dépasser les contradictions d'une société"

"En tant que ministre en charge de l'Environnement vous êtes coincé entre le marteau et l'enclume, ça veut dire que vous ne pourrez plus rien faire ?"

“Non. On n’abdique pas. Je fais partie d’un gouvernement qui ne s’arrête pas d’agir à la première opposition. Nous avons été élus sur un programme de transformation, mais il faut tenir compte de l’opinion quand elle s’exprime. En France, tout le monde est d’accord pour lutter contre le changement climatique mais, en revanche, quand on pose la question des moyens, c’est plus complexe. Qu’est-ce que les citoyens sont prêts à accepter ?”

“Concrètement, comment pouvez-vous agir ?”

“On a vu la crispation sur le niveau de la taxe carbone -même si la contestation était surtout liée à la brusque hausse des cours mondiaux du pétrole début octobre. Cette question sera donc posée, pas dans cinq ans ou dans dix ans, mais dans le débat qui commence en janvier. Doit-on abandonner ou doit-on remettre cette proposition sur la table ? Augmenter la fiscalité écologique devait permettre notamment de donner un signal sur le prix des énergies fossiles et d’aider les Français qui veulent agir. La crise récente montre que ce n’est pas un choix évident. Le grand débat à venir doit justement nous permettre de discuter de nos choix collectifs pour se déplacer, se chauffer, se loger. C’est autour de ces trois actions du quotidien, mais ayant un impact climatique global, que nous allons notamment organiser la concertation. Au final, l’objet de cet exercice démocratique sera de trouver où placer le curseur entre contrainte et besoin d’agir pour le climat.

[http://www.leparisien.fr/environnement/petition-pour-le-climat-la-reponse-du-gouvernement-25-12-2018-7976394.php#xtor=EREC-109-\[NLalaune\]-\\$%7B_id_connect_hash%7D@1](http://www.leparisien.fr/environnement/petition-pour-le-climat-la-reponse-du-gouvernement-25-12-2018-7976394.php#xtor=EREC-109-[NLalaune]-$%7B_id_connect_hash%7D@1)

La partie de bras de fer ne peut que s’accroître... la France coupée en deux.

D’un côté les patriotes, les sans-dents, les Français moyens...

qui souffrent des taxes, impôts, de l'immigration, de l'islamisation.

De l'autre, les bobos, les écolos, les gauchistes et les musulmans qui veulent imposer dans notre pays leur culture, leur religion, leurs coutumes, fussent-elles incompatibles avec nos lois, nos traditions et notre constitution.